



**United Nations Association in Canada**  
**Association canadienne pour les Nations Unies**

---

# **Les Canadiens et les Nations Unies depuis plus de 60 ans**

*Par Don Munton*

## Les Canadiens et les Nations Unies depuis plus de 60 ans

*Par Don Munton<sup>1</sup>*

Nous, peuples des Nations Unies, résolus  
à préserver les générations futures du fléau de la guerre, [...]  
  
à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,  
  
à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera  
pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun ...

*Préambule de la Charte des Nations Unies*

« Nous étions présents lorsque les Nations Unies ont été créées [*sic*] » a prononcé le Premier ministre Stephen Harper devant l'Assemblée générale le 26 octobre 2006. « Le Canada a toujours été là avec vous ... Le Canada sera toujours là avec vous. »

Les Canadiens ont eux aussi été « là ». Certains d'entre eux ont joué un rôle de premier plan au sein de l'organisation. D'autres ont écouté et regardé les événements se dérouler de leur cuisine ou salon. Des premières discussions durant la Seconde guerre mondiale au sujet d'une organisation de sécurité d'après guerre visant à remplacer l'ancienne Société des Nations, au Canal de Suez, l'Irak et la Bosnie en passant par les tentatives pour stabiliser l'Afghanistan, les Canadiens ont offert leur appui aux Nations Unies.

### Les seules et les nombreuses Nations Unies

Les Nations Unies comportent plusieurs facettes. Elles sont bien sûr l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, les seuls organes qui reçoivent une couverture médiatique. En ce qui concerne l'Assemblée générale et le Conseil, les Nations Unies sont aussi ce que veulent et ce que lui permettent ses membres. Elles sont aussi le Secrétariat, dirigé par le Secrétaire général ainsi que des unités comme le Département des opérations de maintien de la paix, habituellement loin des caméras, et par conséquent, du grand public, sauf lorsque des controverses éclatent. Louise Fréchette, qui occupait jusqu'à tout récemment le poste de vice-secrétaire générale des Nations Unies, est probablement la personnalité canadienne la plus connue travaillant à l'ONU.

Les Nations Unies sont aussi des bureaux spécialisés comme le Haut-Commissariat des droits de l'homme (la haute commissaire est la Canadienne Louise Arbour) ainsi que des organismes comme la Cour internationale de Justice, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (mieux connu sous son acronyme original, UNICEF), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et la nouvelle Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Son

---

<sup>1</sup> David Vogt, Daniel Savas, Michael Driedger, Fatima Cengic et Stephanie Campbell ont collaboré à la recherche de ce document. L'Université Northern British Columbia et le Conseil des sciences sociales et des ressources humaines ont apporté leur soutien. Les données ont été fournies par Gallup Canada, Environics, Ipsos-Reid, Affaires étrangères Canada et l'Université d'Ottawa.

représentant spécial adjoint est le Canadien Christopher Alexander. Parmi les autres organismes importants mais plus modestes, mentionnons le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (dont la directrice de l'administration civile est la Canadienne Patricia Waring-Ripley). Les Nations Unies sont aussi le Programme des Nations Unies pour l'environnement (dirigé à deux reprises par des Canadiens) et la Conférence sur le désarmement, le Représentant spécial du Secrétaire-général pour le Soudan et l'Envoyé spécial pour le VIH/SIDA en Afrique (actuellement Stephen Lewis, du Canada) ainsi que l'Envoyé spécial pour les secours après le tsunami et le Conseiller spécial sur l'Alliance des civilisations.

Cet article porte sur le point de vue du grand public canadien concernant les Nations Unies, pas dans ses moindres détails, mais dans ses grandes lignes. Bien que de nombreux Canadiens moyens déclarent avoir un intérêt avoué à l'égard des affaires internationales, ils sont en fait exposés à très peu d'information sur le travail quotidien réalisé par les organes des Nations Unies, à plus forte raison de ses myriades de composantes. Une grande partie de ses travaux les plus importants, comme l'élimination de la variole, passe inaperçue. Il n'est donc pas raisonnable de s'attendre à que ce les Canadiens moyens en connaissent beaucoup sur le fonctionnement de la plupart des organismes ou bureaux mentionnés précédemment, voire aient une opinion sur le sujet.

### **L'évaluation de l'opinion du public**

Les critiques font souvent valoir que l'opinion du public en matière d'affaires internationales ne doit pas et ne devrait pas être prise en compte parce que, au Canada et ailleurs, le public n'a pas les intérêts et les connaissances nécessaires. Par conséquent, il semble ridicule ou futile d'essayer d'évaluer l'opinion sur une organisation aussi complexe et souvent éloignée que les Nations Unies.

La meilleure réponse à donner à ceux qui minimisent l'importance de l'opinion du public est celle donnée il y a bien des années par George Gallup, le père des sondages modernes. Ce dernier a affirmé que même si les citoyens moyens n'ont pas les connaissances techniques des spécialistes de la politique publique, ils sont néanmoins capables de se faire une opinion raisonnable sur les grands enjeux.

Les sondages eux-mêmes offrent un certain aperçu de cette question. Une majorité de Canadiens se considèrent très ou un peu au courant du rôle du Canada aux Nations Unies (en ne se comparant probablement pas aux experts de l'ONU mais bien aux autres Canadiens qu'ils connaissent). Toutefois, un sondage réalisé en 2001 a révélé que peu de répondants pouvaient répondre à une question simple, quoique technique, au sujet des membres du Conseil de sécurité.<sup>2</sup> En revanche, durant les années 50 et 60, une majorité de Canadiens savaient que la République populaire de Chine ne détenait pas un siège aux

---

<sup>2</sup> Sondage réalisé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en août 2001. Environ un seul répondant sur dix a été capable de répondre correctement à la question sur le nombre de membres permanents siégeant au Conseil de sécurité des Nations Unies. (Les choix de réponse étaient : 0 à 4 membres, 5 membres, 6 à 25 membres et 26 membres ou plus.) Le fait que le choix (ou la supposition) le plus populaire était 6 à 25 membres laisse supposer que de nombreux répondants n'ont peut-être pas compris la distinction technique entre les membres permanents et les membres temporaires du Conseil de sécurité.

Nations Unies. Seule une faible minorité croyaient à ce moment que la Chine était membre de l'ONU; les autres n'en étaient pas certains.<sup>3</sup> D'autres exemples révèlent des niveaux de familiarité semblables.

Bref, les Canadiens s'intéressent aux Nations Unies mais ne sont pas bien informés sur cette organisation et ses politiques. Par conséquent, tout examen de l'opinion du public sur les Nations Unies devrait se concentrer davantage sur les aspects les plus connus de l'organisation plutôt que sur ceux qui le sont moins.

Cet article étudie les perspectives canadiennes sur l'existence et l'importance des Nations Unies, ses principes clés dont l'universalité, son rendement depuis 1945 et ses activités menées dans le domaine de la paix et de la sécurité, principes soulignés dans le préambule de la Charte des Nations Unies et qui sont au cœur des Chapitres VI et VII. Les perceptions du public au sujet de la sécurité collective et de l'usage de la force et, plus spécifiquement, les perceptions sur le maintien de la paix et la contribution du Canada à cet égard, sont essentielles pour comprendre la relation du Canada avec les Nations Unies. Ce que nous découvrirons, conformément à la thèse de George Gallup, c'est que les Canadiens ont non seulement une perception intelligente et nuancée des Nations Unies mais aussi des opinions très positives et favorables, des opinions auxquelles les gouvernements devraient porter attention.

### **L'existence et l'importance des Nations Unies**

Depuis toujours, les Canadiens croient à l'existence et au rôle des Nations Unies. Durant la Seconde guerre mondiale, la grande majorité d'entre eux pensait qu'une nouvelle organisation mondiale connaîtrait plus de succès que la Société des Nations, et la plupart croyait en son succès si, contrairement à la Société des Nations, elle comptait les États-Unis dans ses rangs. Comme il fallait s'y attendre, au début de l'année 1945, 90 % de la population canadienne croyaient que le Canada devrait joindre les rangs des Nations Unies.<sup>4</sup> Ici, la population a traduit et peut-être influencé depuis le consensus politique de tous les partis.

L'attachement de longue date des Canadiens n'a pas faibli au cours des dernières décennies, il s'est peut-être même renforcé. Pendant trente ans, la vaste majorité de Canadiens était d'avis qu'il était très important [TRADUCTION]« d'essayer de faire de l'ONU un succès ».<sup>5</sup> Au début des années 80, la majorité des répondants affirmait que les Nations Unies étaient très importantes pour le Canada; au début des années 90, près de 70 % d'entre eux partageaient cette opinion.<sup>6</sup> Lorsque les Canadiens ont récemment évalué l'importance de l'adhésion du Canada à quatre organismes internationaux importants (Nations Unies, ALENA, NORAD et OTAN), l'ONU a pris la première place et ce, par une marge considérable.<sup>7</sup> Un sondage réalisé en 2005 demandait aux répondants d'identifier les priorités en matière d'affaires internationales canadiennes à partir d'une liste de 10 activités possibles. Les Canadiens ont choisi la promotion de la

---

<sup>3</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada, de 1953 à 1964

<sup>4</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada en 1943 et 1945

<sup>5</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada en 1959, 1967 et 1985

<sup>6</sup> Don Munton, « Les nouvelles conceptions de la sécurité : les attitudes du public canadien », *Document de travail*. Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, décembre 1990

<sup>7</sup> Institut canadien des affaires internationales, *Canadians' Attitudes toward Foreign Policy*, avril 2004

coopération internationale à l'aide des Nations Unies comme l'une des trois attentes prioritaires, la réduction de la faim et de la pauvreté dans le monde ainsi que la protection de l'environnement mondial.<sup>8</sup>

**Tableau 1: Le succès de l'ONU est-il important?**

|                   | Nov. 1959 | Sept. 1967 | Jan. 1985 |
|-------------------|-----------|------------|-----------|
| Très important –  | 77 %      | 80 %       | 58 %      |
| Assez important – | 12 %      | 10 %       | 25 %      |
| Peu important –   | 7 %       | 3 %        | 7 %       |
| Ne sait pas –     | 4 %       | 7 %        | 11 %      |

*Source : Sondage Gallup réalisé au Canada*

### L'efficacité des Nations Unies

Dans les premières années de l'après-guerre, avant la guerre de Corée, la plupart des Canadiens croyaient, ou espéraient, que les Nations Unies pourraient empêcher le déclenchement d'une autre guerre mondiale. En 1948, une faible majorité affirmaient que l'organisation connaissait un succès considérable ou partiel. Mais une personne sur trois pensait que les Nations Unies avaient échoué. Dans les années 50, plus de 60 % des Canadiens ont affirmé que les Nations Unies « avaient justifié leur existence », quelques-uns affirmaient le contraire et les autres n'avaient aucune opinion sur le sujet.<sup>9</sup>

Selon la plupart des Canadiens, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, les Nations Unies ont fait un bon travail ou un travail convenable plutôt qu'un mauvais. Près de 80 % des Canadiens s'entendent pour dire que [TRADUCTION]« les Nations Unies contribuent à la paix dans le monde », en hausse par rapport au taux de 1980.<sup>10</sup>

Durant la Guerre froide, les Canadiens étaient divisés assez également sur la question des progrès réalisés par les Nations Unies : la majorité exprimait une certaine satisfaction plutôt qu'une insatisfaction. Toutefois, durant les années 80, davantage de Canadiens évaluaient le rendement des Nations Unies comme étant faible.<sup>11</sup> Les échecs cuisants ont probablement fait davantage la manchette que les réussites.

Les incertitudes du public persistent et augmentent sur la question de l'efficacité des Nations Unies. Différents sondages réalisés entre 2002 et 2005 par le ministère des Affaires étrangères ont demandé aux Canadiens s'ils avaient une perception positive, neutre ou négative de l'efficacité globale de l'organisation.<sup>12</sup> Les réponses étaient divisées, mais la grande majorité des répondants affirmait avoir une opinion neutre sur la question (ce qui peut signifier que de nombreuses autres personnes n'avaient aucune

<sup>8</sup> Ipsos Reid, *Canadian Views on Canada's Role in International Affairs*, pour le compte de l'Université d'Ottawa, octobre 2005

<sup>9</sup> Sondage Gallup réalisé au Canada en 1948 et 1955, 1956 et 1958

<sup>10</sup> 1955 et 1985; Sondage réalisé par Environics pour le compte du CRIC, 2003. À titre de comparaison, les Américains ont tendance à faire preuve de beaucoup moins d'enthousiasme que les Canadiens. Seulement trois Américains sur cinq (59 %) conviennent que les Nations Unies contribuent à la paix dans le monde.

<sup>11</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada, 1946, 1947, 1949, 1950 et 1985.

<sup>12</sup> Sondages réalisés par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 2002 à 2005

opinion sur le sujet). Pour le reste toutefois, davantage de répondants avaient des opinions négatives que positives. De plus, le négativisme est à la hausse ces dernières années.

**Tableau 2 : Évaluation de l'efficacité des Nations Unies**

|                   | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-------------------|------|------|------|------|
| Très efficace     | 6 %  | 7 %  | 4 %  | 3 %  |
| Assez efficace    | 25 % | 21 % | 18 % | 17 % |
| Neutre            | 37 % | 37 % | 35 % | 38 % |
| Peu efficace      | 21 % | 20 % | 26 % | 25 % |
| Très peu efficace | 9 %  | 13 % | 16 % | 16 % |

*Source : Sondages réalisés par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international*

Comment expliquer ces attitudes en apparence critiques au vu des attitudes positives étudiées précédemment? Les réponses aux questions sur le rendement des Nations Unies laissent entrevoir une explication. Les Canadiens sont généralement positifs quant à l'existence et aux buts de cette organisation. En parallèle, ils sont insatisfaits de son efficacité et la critiquent, encore une fois cela peut être facile à comprendre, étant donné ses résultats controversés en Bosnie, en Somalie, au Rwanda et au Soudan, par exemple.

L'insatisfaction du public et les opinions négatives exprimées au sujet de l'efficacité des Nations Unies ne reposent toutefois pas sur le pessimisme ou le désespoir, mais bien sur les espoirs et les désirs. Les Canadiens tendent à critiquer les actions de l'ONU en partie parce qu'ils veulent qu'elle fonctionne mieux et qu'elle joue le rôle actif prévu au moment de sa fondation. Les Canadiens ont toujours voulu le renforcement des Nations Unies. Prenons un exemple précis : dans un sondage, la grande majorité d'entre eux était en faveur de la réforme des Nations Unies, si cela allait faciliter le maintien de la paix.<sup>13</sup> À cet égard, le public est d'accord avec bon nombre des proches observateurs de l'organisation. Comme l'a affirmé l'honorable Flora MacDonald, le Canada a un rôle à jouer, celui de « favoriser la réforme des Nations Unies, seule institution capable de faire renaître la coopération internationale. »<sup>14</sup>

### **Le principe de l'universalité**

Dès le départ, les Canadiens ont voulu une Organisation des Nations Unies inclusive et universelle. Avant même sa création, la plupart croyaient que « toute nation qui voulait en faire partie » devrait être admise. Quelques années plus tard, durant l'impasse au sujet de la Guerre froide, et pendant la guerre de Corée, certains observateurs ont voulu essayer de réorganiser les Nations Unies sans l'Union des républiques socialistes soviétiques. Les Canadiens étaient deux fois plus nombreux que

<sup>13</sup> MAÉ 2001 ou 2005 XX

<sup>14</sup> Flora MacDonald, « Pourquoi le Canada doit prendre la tête du mouvement pour la réforme des Nations Unies » *Les cahiers du CRIC : Le Canada et les États-Unis*, août 2003, pages 17 et 18

les autres à prédire que par ce geste, il serait plus difficile pour l'Organisation de maintenir la paix dans le monde. (À titre de comparaison, pour les Américains, il était beaucoup plus probable que l'absence de l'URSS faciliterait les choses). Dans un sondage complémentaire réalisé au milieu des années 50, au moment où le gouvernement canadien négociait un compromis pour faire adhérer des nouveaux membres de l'Ouest et du bloc soviétique, les Canadiens croyaient encore une fois que les Nations Unies auraient plus de difficulté à maintenir la paix si les pays soviétiques et « communistes » étaient mis de côté.<sup>15</sup>

La question de la représentation de la République populaire de Chine au sein des Nations Unies a marqué les années 50 et 60. Au cours des premières années qui ont suivi la guerre de Corée, durant laquelle les soldats canadiens se sont battus contre des troupes chinoises et nord-coréennes, les Canadiens s'opposaient davantage à l'adhésion de la Chine. Toutefois, à partir de la fin des années 50 et durant les années 60, ils ont appuyé son adhésion. (Durant cette même période, les Américains s'y opposaient dans une proportion de trois pour un, ou plus.) Les Canadiens qui s'opposaient à l'adhésion de Beijing pensaient néanmoins que le Canada devait appuyer toute décision de l'ONU relative à l'adhésion de la Chine.<sup>16</sup> Encore une fois, les Canadiens ont appuyé l'universalité.

**Tableau 3 : La République populaire de Chine et les Nations Unies**

|                               | 1953 | 1954 | 1958 | 1963 |
|-------------------------------|------|------|------|------|
| Devrait avoir un siège        | 32 % | 37 % | 49 % | 53 % |
| Ne devrait pas avoir de siège | 59 % | 51 % | 30 % | 34 % |
| Aucune opinion                | 9 %  | 12 % | 21 % | 13 % |

*Source : Sondages Gallup réalisés au Canada*

### **Le principe de la sécurité collective**

Une autre idée importante qui sous-tend l'ONU est la sécurité collective, notion plutôt idéaliste selon laquelle tous les États viendraient en aide à un autre État victime d'une agression. L'universitaire américain Inis Claude a défini ce principe comme étant l'une des idées importantes du 20<sup>e</sup> siècle. Toutefois, les Nations Unies ont rarement mené ou été capables de mener une action collective devant une agression internationale. La première occasion s'est présentée en 1950 après le déclenchement de la guerre de Corée. Au départ, Ottawa hésitait à envoyer des troupes malgré les demandes formulées par l'ONU et les États-Unis, mais la pression du public ainsi que la responsabilité internationale l'ont poussé à le faire. Un des seuls sondages d'opinion publique réalisés durant cette guerre a révélé qu'une majorité de Canadiens croyaient que l'envoi de troupes en Corée n'avait *pas* été une erreur.<sup>17</sup> Étant donné que ce sondage a été réalisé en

<sup>15</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada en 1944, 1950, 1955

<sup>16</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada en 1953, 1954, 1958, 1963

<sup>17</sup> Sondage Gallup réalisé au Canada en 1952

1952, durant l'impasse de la guerre, on peut supposer que les Canadiens prenaient au sérieux leurs obligations en matière de sécurité collective.

La deuxième mise en application de ce principe a eu lieu quarante ans plus tard lorsque l'Irak a envahi le Koweït, en août 1990. Le Conseil de sécurité a alors adopté diverses résolutions demandant le retrait de l'Irak et approuvant des mesures collectives de plus en plus sévères. Les deux tiers des Canadiens ont appuyé la décision du gouvernement Mulroney d'envoyer des navires de guerre dans le golfe Persique pour appliquer les sanctions onusiennes. Plus tard, le même nombre a approuvé l'envoi de « l'armée canadienne » dans le golfe. Même si le public ne tenait pas à envoyer des troupes au combat, plus spécifiquement au moment où s'engageaient des négociations avec Saddam Hussein, la plupart des Canadiens ont appuyé un rôle militaire actif après l'échec de la diplomatie, les attaques aériennes contre l'Irak au début de 1991 et avant l'offensive terrestre de la mi-février.<sup>18</sup>

### **Le maintien de la paix**

Le maintien de la paix occupe une place importante dans les perceptions du public canadien et commande un appui évident de ce dernier. En 1990, à la suite de seulement quelques nouvelles missions de l'ONU, neuf Canadiens sur dix affirmaient que le maintien de la paix était une priorité très importante ou assez importante pour le Canada.<sup>19</sup> Après une décennie de demandes records pour de nouvelles missions et des Casques bleus durant les années 90, plus de quatre Canadiens sur cinq (81 %) affirmaient toujours qu'il [TRADUCTION] « était important pour le Canada de participer aux opérations de maintien de la paix, d'imposition de la paix et d'édification de la paix. »<sup>20</sup> Et malgré des débats tenus au cours des dernières années sur l'efficacité du maintien de la paix de l'ONU, une majorité écrasante de Canadiens croient que le pays doit fournir des soldats lorsque l'ONU en a besoin. En effet, l'appui du public à la contribution des forces a augmenté. En 1980, 70 % des Canadiens appuyaient ou appuyaient fortement l'envoi de soldats canadiens lorsque l'ONU avait besoin de Casques bleus. En 2003, cette proportion était passée à près de 90 %, un appui solide envers l'engagement réel de ressources militaires limitées.<sup>21</sup>

L'enthousiasme canadien pour le maintien de la paix n'est pas un phénomène nouveau. Dans un des premiers sondages Gallup réalisés au Canada, les trois-quarts des Canadiens approuvaient l'idée de contribuer à une force armée permanente pour la future « Organisation des Nations Unies », une idée proposée dans le contexte des discussions sur la sécurité collective de l'après-guerre, mais une idée contraire aux préceptes de la

---

<sup>18</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada en 1990. En novembre et décembre 1990 ainsi qu'en février 1991, le sondage Gallup demandait : [TRADUCTION] « Êtes-vous pour ou contre l'envoi des Forces armées canadiennes en Irak? » Le libellé de cette question pose problème parce qu'il omet non seulement toute référence à l'invasion du Koweït par l'Irak ou aux résolutions de l'ONU ou du Conseil de sécurité mais aussi à la vaste coalition des pays se formant contre l'Irak. On pouvait alors l'interpréter comme une proposition du Canada « d'aller en guerre » avec l'Irak et obtenir un appui probablement sous-évalué.

<sup>19</sup> Don Munton, « Les nouvelles conceptions de la sécurité : les attitudes du public canadien », *Document de travail*, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, décembre 1990

<sup>20</sup> Communications Canada, 2003

<sup>21</sup> Don Munton, « Canadians support internationalism », *Opinion Canada*, 5 (13), avril 2003. Moins d'Américains, mais quand même une forte majorité (74 %), appuient l'envoi de soldats aux missions des Nations Unies. Une minorité importante (18 %) s'y opposent.

souveraineté étatique. Cette question a notamment été posée à des Canadiens au début de l'année 1945 lorsque la Seconde guerre mondiale en cours depuis déjà plus de cinq ans commençait à s'essouffler et avait suscité un désir manifeste de ramener les troupes au pays. Des dizaines d'années plus tard, dans les années 70, les Canadiens appuyaient de nouveau, quoique dans une moindre proportion, la création d'une « armée de maintien de la paix » de 100 000 hommes.<sup>22</sup>

Pourquoi les Canadiens épousent-ils l'idée du maintien de la paix? Principalement parce qu'ils la perçoivent comme étant un service à la cause de la paix dans le monde. Le Canada a reçu les félicitations du monde entier pour ses activités de maintien de la paix, et les Canadiens sont fiers de ce rôle. Le maintien de la paix correspond aussi au statut de puissance intermédiaire du pays et à ses préférences en matière de solutions diplomatiques et de compromis. C'est aussi parce que les Canadiens voient le maintien de la paix comme étant de loin la plus efficace des activités internationales du Canada.<sup>23</sup>

Les Canadiens n'ont toutefois pas toujours été aussi positifs au sujet d'opérations précises de maintien de la paix qu'au sujet de son concept abstrait. Durant les six premiers mois de 1956, le conflit entre Israël et ses voisins s'amplifiait en raison de représailles et de raids transfrontaliers. En réaction, différents observateurs ont proposé l'idée d'une « force policière » des Nations Unies pour patrouiller les frontières, notamment John Diefenbaker, député conservateur de l'opposition et critique en matière d'affaires extérieures, qui a présenté cette idée à la Chambre des communes. Lester B. Pearson, ministre des Affaires extérieures, a reconnu être en discussion avec d'autres pays à ce sujet. Un sondage Gallup réalisé en mai 1956 révélait qu'une majorité de Canadiens, quoique faible, appuyaient l'idée de former une force de l'ONU et d'y envoyer des troupes canadiennes. Une fois que le président Nasser d'Égypte a nationalisé le Canal de Suez, les Britanniques, les Français et les Israéliens ont attaqué l'Égypte, et la crise s'est retrouvée devant les Nations Unies. Un sondage réalisé en novembre 1956 a révélé que 80 % des Canadiens appuyaient l'envoi d'une force policière des Nations Unies dans le Canal [TRADUCTION]« jusqu'à ce que les conflits à son sujet soient réglés » malgré leur division sur le résultat probable.<sup>24</sup> Même si la plupart d'entre eux pensaient que l'ONU gérait bien la crise, de nombreux Canadiens ne croyaient pas que la force réussirait, même dans la tâche immédiate de patrouiller les lignes de cessez-le feu.

Les Canadiens ont ainsi appuyé l'idée du maintien de la paix et la contribution canadienne à cette dernière avant que le Canal de Suez ne devienne un enjeu central de la crise, avant que la participation des Britanniques et des Français ne soit évidente et avant que Lester B. Pearson ne propose ce qu'est devenue la FUNU à l'Assemblée générale. Ils ont continué de l'appuyer durant les 50 années qui ont suivi, mais percevaient les missions de maintien de la paix précises de façon prudente et favorable.

Lorsque le conflit de Chypre a éclaté en 1964, une faible majorité de Canadiens appuyaient l'envoi de Casques bleus dans cette zone.<sup>25</sup> Un répondant sur trois affirmait que le Canada devrait si possible se tenir « loin de là ». Le rôle du Canada dans la

---

<sup>22</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada en 1945 et 1970

<sup>23</sup> Sondage réalisé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en août 2001

<sup>24</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada en mai 1956 et novembre 1956

<sup>25</sup> Sondage Gallup réalisé au Canada en 1964

mission de l'ONU en Bosnie, au milieu des années 90, a aussi suscité le scepticisme. Les Canadiens étaient divisés sur le fait de maintenir leurs troupes en Bosnie; au début de l'année 1994, environ deux répondants pour un se disaient contre la prolongation de la mission.<sup>26</sup> Le nombre de répondants favorisant le retrait immédiat des forces canadiennes a modestement augmenté de 26 % au début de 1994 à environ 33 % en juin 1995.<sup>27</sup> Ces sondages traduisent ainsi un niveau élevé « d'inquiétude par rapport à la mission » davantage qu'une opposition au maintien de la paix en général. Questionnés sur la raison pour laquelle ils militaient en faveur de la fin de la mission, les répondants ont donné les raisons suivantes : le combat permanent, les risques pour les Casques bleus et les coûts financiers.

Une division semblable s'est opérée au sujet du rôle du Canada en Afghanistan, qui consistait au départ à assurer le maintien de la paix pour finir par « imposer la paix ». En 2006, un nombre pratiquement égal de répondants appuyaient l'envoi de troupes canadiennes en Afghanistan et s'y opposaient; le même nombre de répondants pensaient qu'avoir des soldats à cet endroit était une bonne et une mauvaise idée. La plupart voulaient les voir rentrer au pays d'ici une année ou deux.<sup>28</sup>

### **Les Nations Unies et l'internationalisation**

Les opinions sur les Nations Unies et le maintien de la paix sont liées à une perspective internationaliste plus élargie. Les Canadiens qui appuient des Nations Unies plus fortes et la participation du Canada à cette organisation appuient aussi d'autres efforts multilatéraux, une aide au développement plus généreuse et un rôle international actif pour le Canada.

Les attitudes suivent en quelque sorte une fluctuation cyclique, tout comme l'appui à l'internationalisme actif. En 1979, 80 % des Canadiens croyaient qu'il était très important que le Canada participe aux activités de maintien de la paix; l'appui a chuté durant les années 80 (60 %), a augmenté brièvement au début des années 90, est retombé entre 1993 et 1994 puis a encore une fois augmenté entre 1995 et 2002 (à environ 70 %), pour diminuer encore un peu au cours des dernières années.<sup>29</sup> La hausse et le déclin de l'importance perçue de la participation canadienne aux activités de maintien de la paix durant cette période traduisent les événements changeants et les fluctuations dans l'enthousiasme du peuple envers l'internationalisation en général, y compris l'aide au développement. Derrière ces courtes fluctuations, il y a toutefois un niveau constant d'appui pour les Nations Unies et un rôle actif dans le monde.

---

<sup>26</sup> Sondage Angus Reid réalisé en janvier 1994

<sup>27</sup> Sondages Gallup réalisés au Canada en janvier et octobre 1994, juin et septembre 1995 (Carleton University Library, à : [http://www.library.carleton.ca/ssdata/surveys/pop\\_gallup.html#list](http://www.library.carleton.ca/ssdata/surveys/pop_gallup.html#list)). L'appui au maintien de la mission en Bosnie était, de façon constante, plus de 10 points plus faible que l'appui au maintien de la présence canadienne à une mission générale de maintien de la paix de l'ONU.

<sup>28</sup> The Strategic Counsel, *A Report to The Globe and Mail and CTV: Federal Budget and Afghanistan*, mai 2006

<sup>29</sup> Sondages réalisés par Goldfarb Consultants, n° 7026 (juillet 1979) et n° 837031 (juin 1984) et Munton, « Les nouvelles conceptions de la sécurité : les attitudes du public canadien », 1990; CRIC, « Portraits 2004 - Relations avec les États-Unis et objectifs internationaux importants ». Le libellé des questions diffère quelque peu mais pas de façon significative.

## **Conclusion**

En 1945, une forte majorité de Canadiens désiraient voir la mise sur pied de l'Organisation des Nations Unies. Ce désir persiste. Ils approuvent sa mission, lui accordent un rôle important dans le monde, appuient son universalité et souhaitent son succès, tout en critiquant ses échecs. Tout en voulant qu'elle en fasse davantage, ils sont réalistes quant à ses limites. Les Canadiens ont appuyé les premières tentatives de l'ONU en matière de sécurité collective, que ce soit en réaction à l'invasion de la Corée du Sud en 1950 ou pour maintenir la paix durant la crise de Suez en 1956. Ils ont appuyé la mise en place de missions plus récentes ailleurs dans le monde et ont approuvé l'envoi de leurs propres troupes à ces missions, malgré des préoccupations et hésitations collectives parfois évidentes. Les Nations Unies jouent un rôle de premier plan dans les inclinaisons internationalistes des Canadiens.